

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
EXTRA 08/01

ÉFAI – 010061 – AMR 51/017/01

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PEINE DE MORT

ÉTATS-UNIS (OKLAHOMA) Dorsie Leslie Jones, blanc, 61 ans

Londres, le 25 janvier 2001

Dorsie Jones doit être exécuté dans l'État d'Oklahoma le 1^{er} février 2001. Il a été condamné à mort en 1980 pour le meurtre de Stanley Buck.

Dorsie Jones a tué cet homme et blessé deux autres personnes au cours d'une fusillade qui s'est déroulée dans un bar de Lawton, en Oklahoma, le 14 août 1979. Lors de son procès, sa stratégie de défense a consisté à tenter de persuader le jury qu'il n'était pas conscient de ses actes, en raison des effets conjugués de l'alcool et d'un anxiolytique vendu sur ordonnance qu'il prenait à l'époque. Les jurés ont cependant estimé que cet argument de démence temporaire était irrecevable, et l'ont condamné à la peine capitale. Aujourd'hui encore, Dorsie Jones affirme qu'il ne garde aucun souvenir de la fusillade, et qu'il a seulement appris qu'il était accusé de meurtre après s'être réveillé derrière les barreaux, le lendemain des faits, et avoir été emmené pour un relevé d'empreintes digitales.

Le 23 janvier 2001, le Comité des grâces et des libérations conditionnelles de l'Oklahoma a décidé par trois voix contre deux de ne pas recommander au gouverneur Frank Keating d'accorder sa grâce à Dorsie Jones. Cette instance n'a jamais adressé une telle recommandation au gouverneur de l'Oklahoma depuis que les exécutions ont repris dans cet État en 1990, et les membres du Comité actuel ne se sont jamais prononcés par plus de deux voix en faveur de la grâce d'un condamné. Les deux personnes qui ont recommandé un geste de clémence à l'égard de Dorsie Jones ont été nommées par les juridictions d'appel de l'Oklahoma, tandis que leurs trois collègues majoritaires ont été désignés par le gouverneur. En vertu de la législation en vigueur dans cet État, le gouverneur ne peut gracier un condamné que si la majorité des membres du Comité lui recommande de le faire. La seule option dont dispose maintenant le gouverneur Frank Keating consiste à accorder à Dorsie Jones un sursis de trente jours, et à demander au Comité de reconsidérer sa décision.

Dorsie Jones n'a pas assisté à l'audience consacrée à l'examen de son recours en grâce. Son avocat a fait visionner au Comité l'enregistrement vidéo d'une brève déclaration de son client, dans laquelle il répétait qu'il ne conservait aucun souvenir des événements du 14 août 1979. Il y faisait également part de ses remords, et présentait ses excuses au fils de Stanley Buck, qui avait été blessé au cours de la fusillade : « *Dire que je suis désolé est le plus grand euphémisme de ma vie.* »

Au cours de cette audience, les membres du Comité se sont vu présenter des éléments indiquant que le représentant du ministère public chargé du dossier de Dorsie Jones en première instance, le substitut du procureur de district Robert Perrine, pensait que l'application de la peine de mort ne se justifiait pas dans cette affaire. Il aurait déclaré avoir uniquement requis la peine capitale après que le procureur de district du comté de Comanche lui eut dit de le faire. D'après un autre représentant du ministère public ayant collaboré avec lui au cours des années 80, Robert Perrine avait l'intention d'engager le Comité des grâces et des libérations conditionnelles à recommander au gouverneur de laisser la vie sauve à Dorsie Jones. Robert Perrine est cependant décédé des suites de problèmes cardiaques l'année dernière, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Dans sa déclaration enregistrée sur vidéocassette, Dorsie Jones a demandé que sa vie soit épargnée pour sa famille. Il souffre de troubles cardiaques ainsi que d'un cancer de la prostate. Âgé aujourd'hui de soixante et un ans, cet homme a passé davantage de temps dans le couloir de la mort de l'Oklahoma que tout autre détenu incarcéré dans cet État. Il est décrit comme un prisonnier modèle, qui n'a fait l'objet que de deux rapports disciplinaires en l'espace de vingt ans, le premier en 1980 et le second en 1981. Il n'avait fait preuve de violence dans aucun de ces deux cas.

Des membres de la famille de Stanley Buck et un substitut du procureur de district ont exhorté le Comité à ne pas faire obstacle à l'exécution de Dorsie Jones. Faisant référence au passe-temps du condamné, qui fabrique des modèles réduits de navires en bois, ce représentant du ministère public aurait déclaré : « *Oui, c'est un extraordinaire constructeur de navires* », mais même s'il en fabriquait « *toute une flotte* », cela n'effacerait pas son crime.

Dans le cadre de son intervention devant le Comité, ce substitut a également affirmé qu'il était toujours possible qu'un prisonnier purgeant une peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle parvienne à s'évader.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'Oklahoma a exécuté 35 personnes depuis 1990, dont cinq uniquement depuis le début de l'année 2001. Chaque nouvelle exécution éloigne un peu plus cet État des normes reconnues par une majorité de pays en matière de justice et de dignité humaine. Plus de 100 États ont aboli la peine capitale *de jure* ou *de facto*, conscients que ce châtimeur cruel, dont l'application demeure irrémédiablement marquée au coin de l'arbitraire et entachée d'erreurs judiciaires, et dont la société ne retire aucun bénéfice appréciable, appartient au passé.

Au début du mois, le gouverneur Frank Keating a réaffirmé dans les termes qui suivent son attachement à la peine de mort : « *La peine capitale est l'expression d'une indignation morale et d'une justice voulue et obtenue.* » « *Peut-être* », a rétorqué un commentateur dans le magazine *Time* après que Wanda Jean Allen eut été exécutée au pénitencier d'État de l'Oklahoma le 11 janvier, « *mais après avoir exécuté une femme d'une intelligence limitée qui a été honteusement défendue par un avocat au rabais, l'Oklahoma de la Bible Belt [les États du sud profondément protestants] n'est pas plus saint pour autant. Ni plus sûr. Ni plus civilisé.* »

Amnesty International est opposée à la peine de mort en toutes circonstances, indépendamment du fait de savoir si un individu est coupable ou non du crime pour lequel il a été condamné à ce châtimeur. Chaque sentence capitale est un affront à la dignité humaine. Chaque exécution constitue un symptôme de la violence, et non un remède à ce fléau.

ACTION RECOMMANDÉE : fax / lettre exprès / lettre par avion / courrier électronique (en anglais, en français ou dans votre propre langue) :

Rédigez vos appels en utilisant vos propres mots et en vous inspirant des recommandations qui figurent ci-après :

– déclarez-vous opposé à l'exécution de Dorsie Jones ;

– exhortez le gouverneur à apporter son soutien à l'instauration d'un moratoire sur les exécutions dans l'État d'Oklahoma.

APPELS À :

Gouverneur de l'Oklahoma :

Governor Frank Keating
Capitol Building, Oklahoma City
OK 73105, États-Unis

Fax : + 1 405 521 3353

Courriers électroniques : governor@oklaosf.state.ok.us

Formule d'appel : *Dear Governor,* / Monsieur le
Gouverneur,

COPIES aux représentants diplomatiques des États-Unis dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*